

**24 octobre 2007**

**Allocution à l'occasion de la Conférence Climat 2050**

Monsieur Pierre-Marc Johnson, ancien premier ministre du Québec

Monsieur Thierry Vandal, président d'Hydro-Québec

Monsieur Henri Proglio, président de Veolia,

Madame Sheila Watt-Cloutier, militante inuite canadienne en nomination pour le prix Nobel pour sa contribution à faire connaître les grands enjeux posés par les changements climatiques dans le Grand Nord,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec plaisir que j'ai accepté l'invitation de monsieur Pierre-Marc Johnson de venir m'adresser à vous ce soir. Je tiens à féliciter l'Institut Veolia Environnement (France), the Pew Center on Global Climate Change (United States) et la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (Canada) pour la tenue de cet événement.

Et je vous souhaite la bienvenue au Québec : le seul État francophone d'Amérique qui célébrera en 2008 ses 400 ans; mais aussi un État qui atteindra les objectifs du protocole de Kyoto; un État qui a mis en place une politique de développement durable; un État qui fait de la lutte aux changements climatiques une priorité tant dans sa politique intérieure que dans ses relations internationales.

L'avenir est très préoccupant. Toutes les données nous indiquent que d'importants problèmes nous attendent. En Chine, la demande d'électricité pourrait quadrupler d'ici 2030 et les émissions de gaz à effet de serre pourraient tripler. En 2030, le nombre de citoyens aura grimpé à 4,9 milliards. Un taux de croissance alarmant quand on pense qu'il correspond à l'apparition d'un nouveau Londres chaque année. Les impacts des changements climatiques sur l'Afrique seront énormes. Le réchauffement planétaire frappera très durement les régions semi-arides du Sahara et du centre de l'Afrique australe.

Ici au pays, comme Sheila Watt-Cloutier peut vous le confirmer, nous assistons au dégel du pergélisol de l'Arctique. La réalité des changements climatiques est une évidence. La contribution de l'activité humaine est pour nous incontestable. De là une conclusion s'impose: si nous faisons partie du problème, nous faisons donc aussi partie de la solution. Si nous souhaitons que des pays en voie de développement rejoignent la lutte contre les changements climatiques, les pays développés doivent donner l'exemple. Et de manière encore plus urgente, les pays nordiques.

Le Québec a pris le virage de la lutte contre les changements climatiques. Notre Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques nous permettra d'atteindre les objectifs du protocole de Kyoto. Ce plan comporte 24 actions de nature incitative ou réglementaire. Elles entraîneront à terme des réductions de près de 14 mégatonnes de nos émissions de GES.

Nous avons aussi une stratégie ambitieuse de développement énergétique. Et vous me permettrez d'élaborer davantage sur ce point. Car c'est là la contribution distinctive du Québec à la lutte contre les changements climatiques.

En Amérique du Nord, le Québec sera la superpuissance de l'énergie propre. Au cours des dix prochaines années, nous investirons 31 milliards de dollars dans l'aménagement énergétique hydro-électrique et éolien. En janvier 2007, nous avons lancé le projet Eastmain 1-A Rupert avec l'appui de la Nation crie. Nous sommes actuellement en pourparlers avec les Innus de la Basse-Côte-Nord en vue de notre prochain grand projet, le complexe hydro-électrique de la Romaine. Une fois en opération, ce complexe produira suffisamment d'énergie pour illuminer l'équivalent d'une seconde île de Montréal. Quatre mille mégawatts d'énergie éolienne s'ajouteront à ces projets hydro-électriques.

Ces projets d'aménagement nous permettront de répondre à nos besoins. Cela signifiera par ailleurs que nous pourrons exporter de l'énergie propre à nos voisins. Le Québec sera en mesure d'aider ses voisins à cesser d'utiliser des sources d'énergie qui polluent, comme le charbon par exemple. C'est le rôle que le Québec doit jouer dans la résolution du problème planétaire auquel nous sommes aujourd'hui confrontés.

Par ailleurs : Nous avons adopté une politique du transport collectif qui vise une utilisation accrue des transports en commun. Nous avons adopté la Loi sur le développement durable. À l'occasion de l'adoption de cette loi, nous avons amendé la Charte des droits et libertés de la personne. Nous y avons ajouté le droit de vivre dans un environnement sain. Puis nous sommes devenus un des premiers gouvernements au monde à imposer une redevance sur les hydrocarbures. Cette « taxe à la pollution » sera calculée au prorata des émissions de CO<sub>2</sub>.

Toutes les recettes, soit 200 millions de dollars par année, seront versées au Fonds vert afin de financer des projets de lutte contre les changements climatiques. Voilà ce que nous faisons chez nous.

Mais la lutte contre les changements climatiques implique forcément une action multilatérale. Le climat ne reconnaît pas de frontières. Avec les autres provinces canadiennes, nous allons nous joindre au Climate Registry; une initiative qui vise la création d'un marché nord-américain du carbone. À ce jour, plus de 40 États américains, mexicains et canadiens ont joint cette alliance. Dans ce nouveau contexte, le Marché climatique de Montréal, créé en juillet 2006 par la Bourse de Montréal en partenariat avec le Chicago Climate Exchange, pourrait jouer un rôle de premier plan.

Nous souhaitons la création d'une bourse du carbone à Montréal et nous n'allons ménager aucun effort pour y parvenir. À l'échelle nord-américaine, la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'est du Canada se tourne maintenant vers le développement durable, dans le cadre du leadership conjoint de la province de Québec et de l'État du Vermont. Nous coordonnerons le travail de nos Administrations en matière de production d'énergie, de protection environnementale et de changements climatiques.

Sur le plan international, en décembre 2005, nous avons organisé, à Montréal, un sommet mondial des États fédérés en partenariat avec le London's Climate Change, dont le Québec est membre. Une déclaration commune a été adoptée et a permis de créer une alliance des États fédérés pour la lutte contre les changements climatiques. On oublie souvent que le leadership dans la lutte contre les changements climatiques est venu d'États tels que la Californie, l'Australie du Sud et le Québec et non des gouvernements centraux américain, australien ou canadien. Et ce leadership continuera.

En février dernier à Paris au Forum des citoyens de la terre organisé par le président Chirac, j'ai plaidé pour la mise en place d'une gouvernance mondiale en matière d'environnement. Que ce soit par le regroupement au sein d'une Organisation des nations unies environnementales (ONUEN) ou par la création d'une Organisation mondiale de l'environnement (OME).

Dans un an se tiendra à Québec le Sommet de la francophonie. J'ai proposé cet été au président Sarkozy, au secrétaire général de la francophonie, Abdou Diouf, ainsi qu'au premier ministre Harper qu'un des thèmes forts du Sommet soit celui de l'environnement. La particularité de la Francophonie internationale, c'est qu'il s'agit d'un des rares forums nord-sud; un axe de discussion essentiel pour toutes les questions environnementales.

Voilà un survol de notre action internationale pour appuyer la lutte contre les changements climatiques. Le monde est en train de se transformer. Les changements climatiques présentent des menaces qui vont commander une nouvelle solidarité mondiale. Mais ces changements climatiques peuvent aussi nous pousser vers le progrès. Pour le Québec, le développement durable et la lutte contre les changements climatiques sont synonymes de prospérité.

Les pays qui font de l'environnement leur priorité deviendront les leaders de l'économie mondiale. Ce sont leurs entreprises qui exporteront le savoir. Les occasions d'affaires qu'offre la lutte contre les changements climatiques se trouvent surtout dans le secteur des technologies propres. En 2004, ce secteur a généré des recettes de près de 630 milliards de dollars.

Comme l'a mentionné Goldman Sachs, le capital institutionnel international investi dans le financement de l'énergie et des technologies propres s'est multiplié par sept au cours des trois dernières années. Le marché mondial des technologies propres est donc en croissance, notamment les technologies reliées à la séquestration des émissions de GES ou à leur évitement. Le Québec est dans la course. Nous comptons une expertise technique de pointe particulièrement dans les secteurs de la valorisation énergétique des biomasses, de la séquestration du CO<sub>2</sub>, de l'efficacité énergétique et de l'énergie renouvelable.

Mon gouvernement entend d'ailleurs inscrire les technologies propres au cœur même de sa stratégie de développement économique. Nous définirons des objectifs ambitieux dont l'atteinte est nécessaire pour que le Québec occupe une place de choix parmi les leaders en matière de développement durable.

Conclusion

Les changements climatiques représentent un des plus grands défis de l'humanité. Le Québec a fait la preuve qu'il était possible qu'un État réduise ses émissions de gaz à effet de serre, à condition d'utiliser les bonnes ressources. Grâce à une ferme volonté politique, à une abondance de créneaux économiques, et à l'ingéniosité de ses habitants, le Québec prendra une part active dans la révolution technologique et sociale déterminée par le développement durable.

Dans ce défi du siècle, le Québec a défini son rôle particulier: être une superpuissance de l'énergie renouvelable. Nous allons améliorer la qualité de l'air dans le nord-est du continent et devenir un des principaux atouts de l'Amérique du Nord dans la lutte contre les changements climatiques.

Je vous souhaite des échanges fructueux et je vous remercie de votre attention.